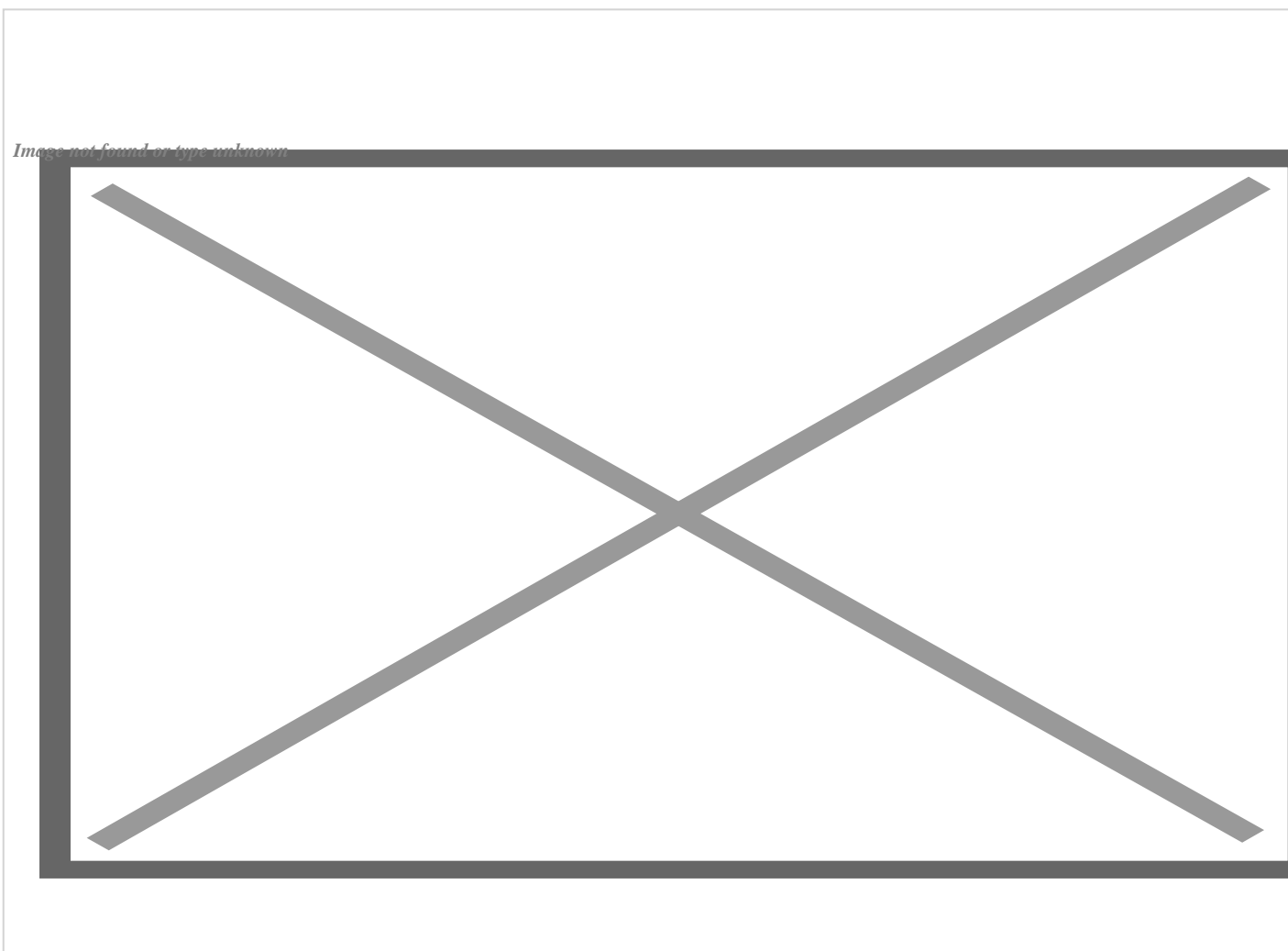


Les députés européens désavouent le blocus de Cuba et le qualifient de criminel



Bruxelles, 16 novembre (RHC) Des députés européens de différents pays ont pris la parole aujourd'hui à Bruxelles, en préambule du tribunal international qui jugera le blocus américain contre Cuba, pour condamner cette politique et les dommages humains qu'elle provoque.

Ils ont également dénoncé le caractère extraterritorial du siège économique, commercial et financier appliqué par Washington depuis plus de 60 ans, dans l'une des salles du Parlement européen et devant quelque 200 représentants d'organisations politiques, de solidarité, syndicales et juridiques d'Europe et des Etats-Unis.

Dans leurs commentaires avant l'installation du tribunal, ils ont également rejeté l'inscription de Cuba sur la liste unilatérale des pays soutenant le terrorisme et la décision des administrations américaines successives d'ignorer la demande du monde de mettre fin à ses agressions contre l'île.

L'eurodéputée portugaise Sandra Pereira a considéré le blocus comme une violation violente du droit international et des droits de l'homme de tout un peuple, qu'il n'a pas cessé d'attaquer même en pleine pandémie de Covid-19.

Il a également reconnu la dignité et le courage du peuple cubain face à une politique qui détériore de plus en plus sa situation économique et entrave son droit au développement.

Pour sa part, son collègue espagnol Manu Pineda a insisté sur les conséquences humaines du siège et a souligné la dignité et la solidarité de ceux qui ont accepté de faire partie de l'équipe juridique du procès prévu jusqu'à demain - juges, procureurs, témoins et experts - et des délégués.

Nous voyons le cynisme des États-Unis qui, alors qu'ils étouffent le peuple cubain avec leur blocus, prétendent le défendre", a-t-elle déclaré.

L'eurodéputée irlandaise Clare Daly a déclaré qu'il était urgent de briser le siège illégal une fois pour toutes contre un pays qui ne veut que construire sa propre voie, et qui paie le prix de sa volonté par une violation du droit international et des droits de l'homme.

Cuba a résisté contre vents et marées, a obtenu des succès sociaux et a fait beaucoup avec les mains liées. On peut donc se demander ce qu'elle ferait sans ce blocus criminel.

L'eurodéputée française Leila Chaïbi a également condamné l'hostilité des États-Unis et a estimé qu'il était du devoir de tous de le faire au nom de la justice, face à une politique inhumaine qui persiste après des décennies.

Ce tribunal sera une voix de conscience pour ceux qui, dans le monde, croient en la justice et luttent contre l'oppression, a-t-elle déclaré.

Les députés du groupe de gauche ont soutenu l'appel au tribunal, rejoints par des membres d'autres forces du Parlement, dont l'Italien Massimiliano Smeriglio (ADLE), l'Espagnole Ana Miranda (Verts) et l'Italienne Sabrina Pignedoli (non-inscrite).

Le secrétaire de l'Assemblée nationale cubaine, Homero Acosta, et l'ambassadrice de l'île en Belgique et auprès de l'Union européenne, Yaira Jiménez, ont remercié le monde pour son soutien dans la lutte contre le blocus.

Ils ont en particulier remercié ceux qui ont rendu possible la création d'un tribunal international chargé de dénoncer et de juger le blocus américain, ainsi que ceux qui participent au processus.

Le premier jour du tribunal verra la présentation des témoins, avec la présentation de cas concrets de l'impact humain et économique du blocus (Source:PL).



Radio Habana Cuba